

RAPPORT N° 2022/2-03
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET : TRAVAUX D'AMELIORATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE DE LA VILLE DE SAINT-DENIS – LOT N°1 & LOT N°2 - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

La présente opération vise à répondre aux demandes ponctuelles et non-programmables en travaux d'eau potable sur le territoire de la Ville de Saint-Denis.

Les enjeux portent essentiellement sur :

- Le renforcement et l'extension des réseaux d'eau potable afin d'être en cohérence avec les projets d'aménagement
- Le déplacement des canalisations en domaine privé vers le domaine public ;
- La distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation en vigueur, en toutes circonstances.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Les fouilles en tranchée ;
- La pose de canalisations et d'équipements hydromécaniques ;
- Le report des branchements particuliers ;
- La réfection de tranchées et trottoirs.

La procédure de consultation en vue de la passation de ce marché s'est déroulée dans les conditions suivantes :

- Procédure : procédure adaptée (Art. R. 2123-1 du code de la commande publique).
- Allotissement 2 lots :

Marché accord-cadre à bon de commande.

- Lot n°1 – Pose de réseau AEP et équipements hydromécaniques
 - o Montant Minimum : 200 000,00 € / an. Montant Maximum : 950 000,00 € / an
 - Soit total mini sur 3 ans = 600 000 euros et total maxi sur 3 ans = 2 850 000 euros HT
- Lot n°2 – Réfection de chaussée définitive
 - o Montant Mini : 30 000,00 € / an. Montant Maxi : 300 000,00 € / an
 - Soit total mini sur 3 ans = 90 000 euros et total maxi sur 3 ans = 900 000 euros HT
- Type de marché : Travaux
- Durée : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Sauf dénonciation du pouvoir adjudicateur, le marché est reconduit tacitement sans que la durée totale n'excède 3 années. Il reconduit 2 fois pour une durée d'un an. Le Pouvoir Adjudicateur peut refuser la reconduction du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 mois avant l'expiration de l'année civile en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.
- Avis de marché transmis pour publication le 02 février 2022.
- Date limite de remise des offres fixée au 2 Mars 2022 à 12h00

Il a été procédé à l'ouverture et au recensement des offres suivantes :

Pour le lot 1 (sur la base du détail quantitatif estimatif fourni pour 3 années maximum) :

CANDIDAT	MONTANT OFFRE € HT
HYDROTECH	2 022 175,00 €
Groupeement RUNEO / OUEST BTP	1 982 964,00 €

Pour le lot 2 :

Le lot n° est étant infructueuse (absence d'offre), une relance de la consultation a été effectuée le 07 mars 2022 avec une remise des offres prévue le 23 mars 2022. **Un seul candidat a remis une offre, sur la base du détail quantitatif estimatif fourni pour une année :**

CANDIDAT	MONTANT OFFRE € HT
BTOI	65 200,00 €

Accusé de réception en préfecture
119-20220408-BC2022-2-03-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

Après avoir constaté que l'ensemble des candidats avaient remis les pièces de candidatures requises et après examen des capacités professionnelles, techniques et financières, l'ensemble des candidats ont été retenues.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, il est proposé d'attribuer les lots 1 et 2 aux prestataires ayant présenté les offres les plus économiquement avantageuses au vu des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (valeur technique 45 %, et prix 55%)

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de l'Eau de la CINOR en section investissement : Chapitre 23.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché « Travaux d'amélioration des réseaux d'eau potable de la Ville de Saint-Denis – Lot n°1 & Lot n°2 ».
- D'attribuer les marchés de travaux précités
- m'autoriser à signer les marchés de travaux précités, avec les prestataires retenus pour les montants ci-après :

Pour le lot n°1 : Groupement RUNEO / OUEST BTP (cotraitant PME locale, siégeant à Saint-Denis) – 1 982 964,00 € HT

Répartition globale de l'offre entre les différents membres du groupement :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
RUNEO	277 614, 96 € (14 %)
OUEST BTP	1 705 349, 04 € (86 %)
TOTAL	<u>1 982 964,00 € HT</u>

Pour le lot n°2 : BTOI – 65 200,00 €

ENTREPRISE	MONTANT € HT
BTOI	<u>65 200,00 € HT</u>

Les marchés s'exécuteront dans la limite des montants maximum fixés.

- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, pour chacun des lots, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-03-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**DECISION N°2022/2-03
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET : TRAVAUX D'AMELIORATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE DE LA VILLE DE SAINT-DENIS – LOT N°1 & LOT N°2 - - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-03 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-03-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché « Travaux d'amélioration des réseaux d'eau potable de la ville de Saint-Denis – Lot n°1 & Lot n°2 ».

ARTICLE 2

D'attribuer les marchés de travaux précités

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer le marché de travaux précité, avec ces prestataires retenus et pour les montants ci-après :

- Pour le lot n°1, avec le groupement RUNEO / OUEST BTP – 1 982 964,00 €
- Pour le lot n°2, avec l'entreprise BTOI – 65 200,00 € HT

Les marchés s'exécuteront dans la limite des montants maximum fixés.

ARTICLE 4

D'autoriser le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Nombre de votants : 12 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **13 AVR 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-03-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--